



Assemblée générale

Distr. générale
16 août 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 96 (b) de l'ordre du jour provisoire*

**Développement social, y compris les questions
relatives à la situation sociale dans le monde
et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés
et à la famille : Décennie des Nations Unies
pour l'alphabétisation : l'éducation pour tous**

Mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général transmet ci-joint le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, conformément à la résolution 57/166 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 2002**.

* A/59/150.

** Le présent rapport n'a pu être présenté dans les délais prévus du fait que l'UNESCO ne l'a soumis que le 12 août 2004.



Mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Résumé

Dans sa résolution 57/166 du 18 décembre 2002, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'établir, en coopération avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), un rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, qui serait présenté à sa cinquante-neuvième session. Le rapport vise quatre objectifs principaux : rendre compte des activités menées aux niveaux international, régional et national pour lancer la Décennie; donner des informations sur les activités entreprises par des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires pour promouvoir l'alphabétisation en 2003 et jusqu'à mai 2004; donner des exemples de projets d'alphabétisation exécutés dans le monde pour illustrer les actions menées aux niveaux international, national et local en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie; et faire des recommandations tendant à renforcer les actions menées dans le cadre de la Décennie.

Le rapport appelle l'attention sur le fait que d'après les indicateurs actuels, si la tendance actuelle se poursuit, la communauté internationale ne tiendra pas ses engagements en matière d'alphabétisation, ni à la fin de la Décennie, en 2012, ni à l'échéance de 2015 concernant l'éducation pour tous. L'analphabétisme est un grave problème pour les individus, les collectivités et les sociétés qui bénéficie à l'heure actuelle d'une attention et de ressources nettement insuffisantes. L'objectif premier de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation est d'accroître les efforts déployés aux niveaux national et international pour faire face à ce problème. C'est le moment d'agir.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–21	4
A. Exposé général	1–4	4
B. Situation actuelle de l’alphabétisation dans le monde	5–7	4
C. Qu’attend-on de la Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation.	8–13	5
D. Est-ce que les objectifs de la Décennie seront atteints.	14–19	6
E. Qu’entend-on par alphabétisation dans le contexte de la Décennie?	20–21	7
II. Lancement de la Décennie pour l’alphabétisation : faits marquants	22–36	8
A. Lancement de la Décennie à l’échelon international	22–23	8
B. Lancement de la Décennie dans les différentes régions du monde	24–36	9
III. Activités mises en œuvre par les organismes des Nations Unies et d’autres partenaires internationaux pour l’alphabétisation	37–61	11
A. Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF)	40–41	12
B. Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO)	42–44	13
C. Programme alimentaire mondial (PAM)	45–46	14
D. Banque mondiale	47	14
E. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	48	14
F. Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	49	15
G. Organisation internationale du Travail (OIT)	50	15
H. Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO)	61–61	16
IV. Projets en cours visant à réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation	61–66	18
V. Conclusions	67–72	20
VI. Recommandations	73–78	21

I. Introduction

A. Exposé général

1. Dans sa résolution 56/116 du 19 décembre 2001, intitulée « Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation : l’éducation pour tous », l’Assemblée générale a décidé que c’était à l’Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture (UNESCO) qu’il revenait d’assurer, en jouant un rôle de moteur et de catalyseur, la coordination des activités qui seraient menées au niveau international dans le cadre de la Décennie. En outre, dans sa résolution 57/166 du 18 décembre 2002, l’Assemblée a prié le Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies d’établir, en coopération avec le Directeur général de l’UNESCO, un rapport sur la mise en œuvre du Plan d’action international pour la Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation, qui serait présenté à sa cinquante-neuvième session en septembre 2004.

2. Le présent rapport donne une vue d’ensemble des défis que la communauté internationale doit relever pour atteindre les objectifs arrêtés en matière d’alphabétisation pour la Décennie. Il proclame avec force la nécessité pressante d’accroître l’appui politique et financier pour lutter contre l’analphabétisme. En s’appuyant sur les indicateurs actuels, il appelle l’attention sur le fait que, si la tendance actuelle se poursuit, la communauté internationale ne tiendra pas ses engagements en matière d’alphabétisation, ni à la fin de la Décennie, en 2012, ni à l’échéance de 2015 concernant l’éducation pour tous.

3. Quoi qu’il en soit, la Décennie nous offre probablement la meilleure possibilité de nous attaquer au grave problème qu’est l’analphabétisme pour les individus, les collectivités et les sociétés, problème qui bénéficie à l’heure actuelle d’une attention et de ressources nettement insuffisantes. L’objectif premier de la Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation est d’accroître les efforts déployés aux niveaux national et international pour y faire face. C’est le moment d’agir.

4. Le rapport se termine par des recommandations et un appel à renforcer la volonté politique et à accroître les ressources pour faire face aux problèmes que pose l’analphabétisme dans de nombreux pays, et surtout dans le monde en développement. Le succès de la Décennie sera fonction des engagements et des mesures que prendront tous les acteurs concernés, notamment les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organismes de développement, les donateurs, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les collectivités et les individus. La Décennie des Nations Unies pour l’alphabétisation est au même titre que l’éducation pour tous la responsabilité de chacun.

B. Situation actuelle de l’alphabétisation dans le monde

5. Quelle est donc la situation actuelle de l’alphabétisation dans le monde? D’après des estimations récentes, on comptait 862 millions d’analphabètes adultes (personnes âgées de plus de 15 ans) dans le monde en 2000¹. Compte tenu des limites inhérentes à la qualité de l’évaluation statistique et de l’établissement de rapports concernant l’alphabétisation dans le monde, plusieurs experts pensent que

ce chiffre est largement sous-estimé et que le nombre réel d'analphabètes pourrait être plus proche du milliard.

6. D'après des estimations officielles, sur ces 862 millions d'analphabètes, on compte 140 millions de jeunes (entre 15 et 24 ans). Autre statistique tout aussi inquiétante, plus de 104 millions d'enfants d'âge scolaire n'étaient pas scolarisés en 2000 et les filles avaient encore moins de chances de l'être que les garçons². En outre, l'analphabétisme des adultes continue de dissimuler d'importantes disparités entre les sexes : en 2000, deux tiers des analphabètes adultes étaient des femmes et le nombre de femmes analphabètes était supérieur de 236 millions à celui des hommes analphabètes.

7. La réalité amère est qu'un adulte sur cinq et des dizaines de millions d'enfants d'âge scolaire ne savent ni lire ni écrire, constatation tout aussi atterrante qu'inacceptable. Le Secrétaire général l'a d'ailleurs fait observer lors du lancement officiel de la Décennie : « Le fait que 20 % des adultes dans le monde n'ont pas accès à l'éducation devrait nous faire honte à tous³ ».

C. Qu'attend-on de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation?

8. Du point de vue des grandes orientations, la Décennie est essentiellement centrée sur la réalisation des six objectifs contenus dans le Cadre d'action de Dakar : l'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs⁴. L'alphabétisation ne se limite pas à un ou plusieurs des objectifs de l'éducation pour tous. Comme l'indique le Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, « Le point commun entre les six objectifs est l'alphabétisation⁵. ».

9. Les engagements particuliers pris dans le Cadre d'action de Dakar méritent cependant d'être relevés : répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition des connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante; et améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation et garantir son excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables, notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

10. Outre le programme de Dakar relatif à l'éducation pour tous, la Décennie comporte une autre dimension centrale : la Déclaration du Millénaire⁶ et les objectifs du Millénaire pour le développement qu'elle renferme, proclamée le 8 septembre 2000. Les objectifs du Millénaire pour le développement sont axés essentiellement sur l'élimination de la pauvreté. Il ne fait aucun doute que l'alphabétisation et l'élimination de la pauvreté sont liées.

11. L'initiative de financement accéléré de la Banque mondiale est centrée sur la réalisation de l'objectif cité dans la Déclaration du Millénaire consistant à faire en sorte que d'ici à 2015, les enfants, partout dans le monde, soient en mesure d'achever un cycle complet d'études primaires. C'est là un autre volet de la politique générale mise en œuvre dans le cadre de la Décennie, l'achèvement du cycle d'études primaires des enfants et des jeunes contribuant à contenir le nombre de jeunes analphabètes qui s'ajoute à celui des adultes.

12. Si l'importance cruciale de l'éducation des enfants est unanimement reconnue, les données disponibles (statistiques et autres) indiquent clairement que les gouvernements et les organismes doivent accorder une plus grande attention à l'alphabétisation et l'éducation des adultes. En effet, les parents exercent une influence sur leurs enfants, par la parole et par l'action. Les parents éduqués élèvent des enfants qui seront à leur image. Les études montrent que les parents qui ont un niveau d'éducation élevé sont mieux à même de préparer leurs enfants aux études⁷. On compte cependant des millions d'adultes qui ne savent ni lire ni écrire et des millions d'autres dont la maîtrise de la lecture et de l'écriture est insuffisante. Il faut donc faire en sorte de toute urgence que ces mères et ces pères apprennent à lire⁸.

13. Il est manifestement souhaitable que les politiques des Nations Unies traduisent une approche intégrée de la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous et de ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Une entreprise de l'ampleur de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation ne peut réussir que si les instruments macropolitiques qui stimulent cet effort sont bien harmonisés. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cet aspect. Pour assurer le succès de la Décennie, il faut qu'on prenne clairement conscience de la mesure dans laquelle la maîtrise de la lecture et de l'écriture au sein d'une population donnée influe sur la possibilité qu'ont les sociétés de lutter contre la pauvreté, la discrimination, la maladie, l'exclusion sociale et le sentiment d'impuissance. L'alphabétisation est au centre du bien-être social, politique, culturel, économique et civique des individus, enfants et adultes, mais aussi des collectivités, des sociétés et des nations.

D. Est-ce que les objectifs de la Décennie seront atteints?

14. Au vu des tendances actuelles, il est improbable que les objectifs de la Décennie soient atteints, à moins que des mesures appropriées ne soient prises. Les données disponibles montrent malheureusement que le quatrième objectif de Dakar, qui demande une amélioration de 50 % des niveaux d'alphabétisation des adultes, notamment des femmes, d'ici à 2015, ne sera pas atteint dans plus de 70 pays. On estime que le nombre d'analphabètes adultes dans le monde sera d'environ 800 millions à cette date⁹, dont une majorité (63 %) de femmes, et que les femmes analphabètes seront plus nombreuses (de 215 millions) que les hommes analphabètes.

15. Les statistiques présentées dans le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/4* montrent que 98 % des analphabètes adultes, soit 857 millions de personnes, vivent dans le monde en développement. Selon le rapport, « Près de la moitié des analphabètes du monde vivent en Asie du Sud et de l'Ouest. Leur nombre continue de s'accroître, ce qui est dû principalement à la situation du Bangladesh, de l'Inde et du Pakistan. La région Asie de l'Est et Pacifique représente près d'un autre quart du total¹⁰. ». L'Afrique subsaharienne compte presque 136 millions d'analphabètes. Ces trois régions représentent 70 % du total mondial. Soixante et un pour cent des analphabètes vivent dans les quatre pays les plus peuplés du monde : la Chine, le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde.

16. Comme nous l'avons déjà précisé, il y avait 140 millions de jeunes analphabètes (entre 15 et 24 ans) dans le monde en 2000, dont 86 millions de femmes. Même si l'enseignement primaire se développe au cours des 10 prochaines années, on comptera 113 millions de jeunes analphabètes, dont 60 millions de sexe

féminin¹¹ en 2015. Si ces prévisions sont exactes et si la tendance actuelle se poursuit, les objectifs de Dakar ne seront pas atteints.

17. Malheureusement, les fléaux tels que la pauvreté, l'exploitation, la maladie et l'analphabétisme vont de pair. Il n'est pas étonnant que là où l'analphabétisme est élevé, les populations ont à faire face à d'autres problèmes, souvent dramatiques. C'est ainsi que l'Afrique subsaharienne est ravagée par la pandémie du VIH/sida. Dans certaines parties de l'Afrique du Nord, dans les pays arabes et en Asie du Sud et de l'Est, la démocratie est fragile et les droits de l'homme, notamment des femmes et des filles, sont sérieusement restreints. Il est largement admis que l'analphabétisme amplifie les privations et la subordination des femmes et des filles dans de nombreuses régions du monde.

18. Cependant, les défis de la Décennie ne se réduisent pas aux coûts et aux obstacles qu'induit l'analphabétisme à lui seul. Le manque de maîtrise de l'écriture et de la lecture empêche des millions d'autres personnes d'exploiter les possibilités qui s'offrent à elles, limite leur potentiel et restreint leur participation aux activités économiques et politiques. L'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes montre que plus de 20 % de la population adulte des 20 pays étudiés, dont certains ont un niveau d'alphabétisation qui compte parmi les plus élevés au monde, n'ont qu'un niveau rudimentaire en matière d'écriture et de lecture. En moyenne, le niveau des 20 % suivants est inférieur à ce que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) considère comme nécessaire à la pleine participation dans ces sociétés et ces économies qui comptent parmi les plus prospères du monde.

19. Ces statistiques conduisent à la conclusion incontournable que les actions d'alphabétisation menées aux niveaux national et international ont été jusqu'ici infructueuses. Tous les pays, qu'ils figurent parmi les plus pauvres ou qu'ils soient à la pointe de la technologie et fassent partie des puissances économiques, connaissent des problèmes d'analphabétisme. La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation a été conçue pour être un cadre de dynamisation des activités menées dans ce domaine dans les années à venir par tous les pays et les partenaires de développement, agissant de concert et poursuivant le même but.

E. Qu'entend-on par alphabétisation dans le contexte de la Décennie?

20. Le sens donné au mot « alphabétisation » dans le cadre de la Décennie est plus complexe qu'on ne pourrait le croire de prime abord. Nous savons depuis longtemps que l'alphabétisation n'est pas l'un des termes d'une approche dichotomique, c'est-à-dire être alphabétisé ou analphabète. Il y a plusieurs niveaux d'alphabétisme, comme le montrent l'enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (IALS) et l'enquête sur la littératie des adultes et les compétences pour la vie (ALL), ce que tentera de mesurer le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP), actuellement élaboré par l'Institut de statistique de l'UNESCO et ses partenaires. En conséquence, les décideurs et les experts de l'alphabétisation ne se contentent pas, loin s'en faut, de se demander simplement si quelqu'un sait lire et écrire. Il y a lieu plutôt de se poser les questions suivantes : quel est le degré de maîtrise de l'écriture et de la lecture? Comment ces compétences sont-elles utilisées dans la vie courante? Quels sont les défis qui se posent aux personnes qui ont ces compétences? Comment conserver et développer ces compétences? Quelles sont les

compétences permettant de faire face aux problèmes de l'existence et d'y apporter des solutions qui sont nécessaires à la société et à l'économie? Comment les pays doivent-ils procéder pour améliorer le niveau d'alphabétisation de leur population?

21. En termes clairs, l'alphabétisation « dépasse le cadre de la lecture et de l'écriture. Elle concerne la manière dont les personnes communiquent dans la société, les pratiques et les relations sociales, le savoir, la langue et la culture¹² ». L'alphabétisation touche à de nombreux domaines de la vie et retentit sur eux. Elle permet aux personnes d'apprendre, de trouver un meilleur emploi¹³ et d'augmenter leurs revenus¹⁴. Elle agit aussi sur le statut social, la participation politique, l'expression culturelle, la préservation des langues, l'accès aux soins de santé, la fourniture efficace de services sociaux, etc.¹⁵. Elle donne aux individus plus de chances dans la vie et développe leurs capacités de participer utilement à tous les aspects de la vie sociale, alors que l'analphabetisme réduit leurs chances et limite leurs capacités de le faire. C'est cette définition globale que la Décennie donne de l'alphabétisation.

II. Lancement de la Décennie pour l'alphabétisation : faits marquants

A. Lancement de la Décennie à l'échelon international

22. « L'alphabétisation, source de liberté », a été la devise adoptée à l'occasion du lancement officiel de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Les cérémonies d'ouverture, coprésidées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'UNESCO, se sont déroulées à la New York Public Library, le 13 février 2003. Le Président de la Mongolie, en tant que représentant de la nation ayant parrainé la résolution à l'origine de la Décennie, était présent, aux côtés d'autres personnalités éminentes, notamment M^{me} Laura Bush, nommée Ambassadrice honoraire de l'UNESCO pour la Décennie, et le Président de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies (UNA-USA). Cet événement, relayé par les médias, s'est accompagné de l'inauguration d'une exposition interinstitutions de six semaines, au Siège de l'ONU, sur l'alphabétisation, et de la distribution de dossiers d'information et de publications sur la Décennie.

23. Dans leur discours liminaire, les deux coprésidents ont expliqué pourquoi il était nécessaire d'instaurer une telle Décennie, rappelant qu'à l'aube du XXI^e siècle, un adulte sur cinq ne savait ni lire ni écrire. Ils sont convenus que l'alphabétisation était la clef qui permettrait à l'humanité de sortir du carcan de la misère, de libérer le potentiel que porte en lui chaque être humain et d'avoir accès à un monde porteur de liberté et d'espoir. Ils ont affirmé que la Décennie devait concrétiser cet espoir. Ils ont en outre décrété qu'elle était un appel lancé à tous pour que les efforts soient concentrés sur la tâche gigantesque à venir, en allant plus loin que par le passé et en mettant en application les enseignements tirés des erreurs qui avaient été faites. Selon eux, cette décennie rappelait à tous que l'alphabétisation était un droit fondamental. Cinquante-cinq années auparavant, la Déclaration universelle des droits de l'homme (résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale) énonçait que toute personne avait droit à l'éducation. Les coprésidents en ont conclu que le fait que 20 % des adultes dans le monde n'y aient pas accès devrait « nous faire honte à tous »¹⁶.

B. Lancement de la Décennie dans les différentes régions du monde

1. Afrique

24. Dans la région de l'Afrique, la Décennie pour l'alphabétisation a été lancée en marge de la biennale de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), qui s'est déroulée à Grand Baie (Maurice), du 2 au 4 décembre 2003, à l'instigation du Gouvernement mauricien et de l'UNESCO. Lors de la cérémonie d'inauguration, le Président de Maurice a souligné combien il importait de mettre en parallèle l'alphabétisation et l'égalité des sexes. Il a aussi soulevé la question de la promotion d'environnements alphabétisés, soulignant à cet égard que la Décennie ne devait pas être exclusivement évoquée lors de séminaires ou par des groupes de discussion, mais qu'il fallait au contraire la mettre en œuvre à l'échelon local, en veillant à ce que tous participent.

25. Plusieurs pays d'Afrique ont organisé des manifestations spéciales pour marquer le début de la Décennie. Le 30 avril 2003, lors d'une cérémonie à Maputo, dans l'école de Noresta pour l'enseignement général de base, le Président du Mozambique a donné le coup d'envoi de la Décennie dans son pays. Le Président du Sénégal a fait de même le 14 septembre 2003, à Mbour, réaffirmant à cette occasion la volonté de son pays d'éliminer l'analphabétisme. Le Gouvernement guinéen a inauguré la Décennie lors d'une cérémonie à Kondeba, le 15 juillet 2003, et il en a profité pour attirer l'attention sur les obstacles que devrait surmonter la Guinée en matière d'alphabétisation. Enfin, le Mali a lancé la Décennie à la mi-octobre, à l'occasion d'un atelier de quatre jours (13 au 16 octobre) consacré à cet événement et un bilan de l'apprentissage non formel dans le pays.

2. Région arabe

26. Dans la région arabe, le coup d'envoi de la Décennie pour l'alphabétisation a été donné en Tunisie, à l'occasion du bilan à mi-parcours de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA) pour la région arabe (Hammamet, 15 au 18 juillet 2003). Dix-sept pays arabes étaient présents, en sus de membres du Réseau arabe pour l'éducation et l'alphabétisation des adultes, d'autres organisations non gouvernementales et de groupes de la société civile. Parallèlement, le bureau de l'UNESCO à Beyrouth a entamé une campagne médiatique dans les journaux et à la télévision¹⁷.

3. Région Asie-Pacifique

27. Dans la région Asie-Pacifique, la Décennie a été inaugurée à Bangkok le 8 septembre 2003, Journée internationale de l'alphabétisation, avec l'appui technique et financier des Gouvernements thaïlandais et japonais, en marge des cérémonies organisées en Thaïlande pour marquer la Semaine de l'éducation et le début du bilan à mi-parcours de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA+6).

28. Le 2 avril de la même année, la Thaïlande avait donné le coup d'envoi de la Décennie dans le pays et lancé à l'échelon national un concours littéraire et un concours de dessin, dont les résultats ont été affichés en septembre, à l'occasion de l'inauguration de la Décennie pour la région Asie-Pacifique. Pendant l'été, le Ministère de l'éducation pakistanais a distribué des dossiers d'information intitulés

Guidelines for the Strategic Framework of Action for the United Nations Literacy Decade in Pakistan (Lignes directrices pour le cadre d'action stratégique de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation au Pakistan), expliquant la politique nationale dans le domaine de l'alphabétisation. En décembre, le bureau de l'UNESCO à Islamabad et le Ministère pakistanais de l'enseignement primaire et de masse ont organisé un atelier de formation sous-régional portant sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle en tant qu'instruments de lutte contre la pauvreté.

4. Région de l'Amérique latine et des Caraïbes

29. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, c'est à Santiago du Chili que la Décennie a été lancée le 24 septembre 2003, à l'occasion de la deuxième réunion régionale latino-américaine des coordonnateurs nationaux et des représentants des organisations de la société civile dans le cadre de l'éducation pour tous.

30. Le 20 mai 2003, le bureau de l'UNESCO au Brésil, le Ministère de l'éducation, le Sénat et des députés brésiliens ont lancé dans le pays la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. À cette occasion, le bureau de l'UNESCO et le Ministère ont conclu un accord concernant la formation des éducateurs qui seront chargés de l'alphabétisation et des adultes.

31. Le Pérou a lui aussi célébré cette décennie et le Gouvernement en a profité pour fixer comme objectif la réduction de 50 % du taux d'analphabétisme d'ici à 2012, dans le cadre du Programme national d'alphabétisation¹⁸. Il a annoncé qu'entre 2001 et 2003, 383 519 personnes illettrées dans 19 régions du pays avaient reçu une formation, et 128 572 avaient reçu un diplôme certifiant qu'elles savaient lire et écrire. Parallèlement, 600 comités de district chargés de l'alphabétisation ont été créés. Il est prévu de permettre à 120 000 personnes analphabètes de bénéficier d'une formation en 2004, et entre 2005 et 2012, le Gouvernement entend étendre chaque année cette formation à 250 000 autres personnes.

32. À Sainte-Lucie, la Décennie a été officiellement lancée les 4 et 5 février 2003 par le Gouverneur général de l'île, dans le cadre d'un congrès consacré au thème « Alphabétisation et égalité entre les sexes : une préoccupation nationale ». Au cours de ces deux jours, les intervenants ont évoqué l'état de l'alphabétisation dans les Caraïbes, l'alphabétisation et les enseignants, l'alphabétisation et la productivité, les faibles résultats obtenus par les garçons dans le système scolaire, et la participation des femmes au Programme national d'enrichissement et d'apprentissage. Des participants provenant de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de la Trinité-et-Tobago se sont également exprimés.

33. Le Ministère de l'éducation salvadorien a présenté les diverses mesures qui seraient prises pendant la première année de la Décennie. Notamment, un Plan d'action relatif à l'éducation pour tous (2003-2015) a été approuvé, 5 000 cercles littéraires ont été créés, 100 000 personnes ont bénéficié de programmes d'alphabétisation et 200 formations destinées aux enseignants ont été mises en place.

34. Au Paraguay, le Ministère de l'éducation et de la culture a indiqué avoir élaboré des programmes d'alphabétisation formelle et non formelle, dans le cadre de la Décennie¹⁹. Le Programme formel d'enseignement bilingue pour les jeunes et les

adultes (PRODEPA KO'E PYAHU) permet aux personnes n'ayant pas achevé l'enseignement primaire d'être alphabétisées et de bénéficier d'une éducation de base. En 2003, 24 000 personnes étaient inscrites, l'objectif étant de parvenir à 185 000 inscriptions en quatre ans. Cette même année, on a conçu, élaboré et distribué dans le cadre du programme des programmes scolaires, des dossiers éducatifs, des manuels, des livrets d'évaluation et d'autres matériels pédagogiques. Depuis le mois d'avril 2004, un nouveau bâtiment abrite la *Dirección de Jóvenes y Adultos* (Direction chargée des jeunes et des adultes), qui comprend un centre de formation. Un module d'enseignement à distance en ligne a également été créé, sous le nom de « Aula Mentor ». Enfin, en assurant un enseignement de base bilingue et la formation continue des enseignants, des experts et du personnel administratif, on accorde une attention particulière à l'alphabétisation et à l'éducation de base dans les prisons.

5. Activités mises en œuvre en Europe et en Amérique du Nord

35. Au Canada, la Décennie a été inaugurée le 4 septembre 2003, dans la Bibliothèque nationale (Ottawa). À l'affiche du programme de lancement, qui était diffusé en direct en français et en anglais, figurait notamment M^{me} Kim Phuc Phan Thi dont la photo, enfant, avait ému le monde entier et caractérisé la guerre du Viet Nam. M^{me} Phuc, qui est maintenant citoyenne canadienne et ambassadrice itinérante de l'UNESCO pour la paix, a évoqué son propre parcours d'apprentissage et les obstacles auxquels elle avait dû faire face.

36. À Washington, le lancement de la Décennie a été marqué par une manifestation spéciale à l'Ambassade du Bangladesh, au cours de laquelle se sont exprimés le Président de l'Association pour la lecture et le Vice-Secrétaire d'État adjoint américain chargé de l'éducation. Une table ronde a eu lieu sur l'alphabétisation et l'égalité entre les sexes, et une exposition sur l'alphabétisation s'est ouverte. Une campagne médiatique a également été lancée, avec la diffusion d'une série réalisée par *Public Broadcasting System (PBS)* et intitulée « Children of the Code ».

III. Activités mises en œuvre par les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux pour l'alphabétisation

37. Outre ces cérémonies d'inauguration et activités connexes, plusieurs mesures ont été prises pour donner un grand retentissement à la Décennie et répondre aux besoins en matière d'alphabétisation, et nombre d'entre elles comprennent des partenariats entre les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Afin d'encourager de telles entreprises, la Division de l'éducation de base de l'UNESCO, qui est chargée, au siège de l'UNESCO, de coordonner la Décennie, a mis en place un Groupe de travail interinstitutions afin d'échanger des informations sur les activités mises en œuvre dans le cadre de la Décennie par les organismes participants. Lors de la première réunion, qui a eu lieu au siège de l'UNESCO, à Paris, en novembre 2002, des représentants de diverses institutions se sont penchés sur la contribution qu'elles pourraient apporter au lancement de la Décennie et à la mise en œuvre des stratégies qui l'accompagnent. Les 6 et 7 avril 2004, l'UNESCO a accueilli, toujours à son siège, une deuxième session du Groupe

de travail interinstitutions, intitulée « The UNLD Consultative Meeting » (Réunion consultative pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation), qui a permis aux organismes des Nations Unies et à d'autres partenaires intéressés de présenter les activités qu'ils avaient mises en œuvre depuis le lancement de l'initiative.

38. Cette collaboration a notamment débouché sur la constitution d'un dossier d'information spécial intitulé « L'alphabétisation, source de liberté », qui expliquait les divers rôles joués par les organismes des Nations Unies en matière d'alphabétisation et leurs pôles d'intérêt, en mettant particulièrement l'accent sur les contributions qu'ils prévoyaient d'apporter dans le cadre de la Décennie. Ce dossier comportait des informations sur le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Banque mondiale. Comme on l'a déjà dit, une exposition interinstitutions avait été inaugurée à l'occasion du lancement officiel de la Décennie à New York.

39. Il convient de souligner que les partenaires de la Décennie ont retenu le thème de l'alphabétisation et de l'égalité entre les sexes pour les deux premières années compte tenu des profondes disparités qui existent entre les sexes en matière d'alphabétisation, en particulier en ce qui concerne les femmes et les filles. De plus, cette décision a naturellement été prise du fait de l'échéance proche de 2005, année butoir en ce qui concerne l'éducation pour tous et la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement ayant trait à l'élimination des disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire.

A. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

40. L'UNICEF attache énormément d'importance aux objectifs de la Décennie²⁰. Cette institution spécialisée offre une assistance pour élaborer des programmes scolaires concernant l'alphabétisation dans la langue maternelle et les compétences pratiques, et elle soutient l'éducation non formelle des jeunes, en mettant généralement l'accent sur les questions relatives à la santé des adolescents et au VIH/sida. L'alphabétisation des femmes est une priorité pour l'UNICEF et ses programmes en la matière sont liés aux pratiques de la puériculture, au microfinancement et à l'agriculture, ainsi qu'à d'autres activités sources de revenus. Le Fonds soutient le développement des capacités chez les formateurs chargés de l'alphabétisation et le renforcement des évaluations du niveau d'alphabétisation.

41. Au moment où s'ouvre la Décennie, l'UNICEF agit concrètement en faveur des programmes et activités axés sur l'alphabétisation en mettant en œuvre une cinquantaine de projets dans ce domaine. Les exemples ci-après illustrent cet engagement. Au Kazakhstan et en Bolivie, par exemple, le Fonds apporte son appui à des projets comprenant des programmes d'alphabétisation des femmes et de puériculture. Au Kosovo, il collabore avec des groupes minoritaires (turcs, bosniaques et ashkali) afin d'alphabétiser 2 300 femmes et petites filles. En Ouganda, au Liban, en République arabe syrienne, en République islamique d'Iran, en Somalie, au Soudan, au Cambodge et au Lesotho, il appuie des programmes d'alphabétisation et d'apprentissage destinés aux jeunes enfants et aux adolescents.

Au Libéria, en Guinée-Bissau, au Myanmar, au Yémen, au Swaziland et au Malawi, l'alphabétisation est liée aux compétences pratiques et à d'autres programmes. Au Yémen, en Ouganda, au Pakistan et au Burkina Faso, les programmes mis en œuvre rattachent l'alphabétisation des femmes aux compétences pratiques, à la formation professionnelle, à la formation à la gestion, et aux activités sources de revenus. Les campagnes de rescolarisation bénéficient d'un appui en Afghanistan, en Angola et au Libéria, pays frappés par des crises humanitaires ou des conflits. Dans les activités menées par l'UNICEF entre 2002 et 2004, l'alphabétisation, les filles et les femmes est un thème omniprésent qui revêt une grande importance.

B. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

42. L'initiative « L'éducation pour les populations rurales » (EPR), menée conjointement par la FAO et l'UNESCO, est un programme-phare de l'éducation pour tous et présente un grand intérêt dans le cadre de la Décennie. Elle comporte une dimension antisexistes qui concorde avec la priorité accordée pendant les deux premières années de la Décennie à l'alphabétisation des femmes et des filles.

43. La mise en œuvre de cette initiative a nettement progressé pendant l'année 2003, notamment avec la réalisation par la FAO et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO d'une étude mondiale intitulée « Education for rural development : towards new policy responses » (L'éducation pour le développement rural : adopter de nouveaux comportements), qui vise à sensibiliser l'opinion à l'importance de l'éducation des populations rurales pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Cette étude montre que le meilleur moyen d'y parvenir serait d'accroître l'accès de ces populations à une éducation de base de qualité et de mettre les pays mieux à même de réaliser des plans d'éducation de base tenant compte de leurs besoins en matière d'apprentissage. Cette étude est présentée dans une publication qui est la première d'une nouvelle série de parutions sur l'éducation à l'intention des populations rurales, lancée en collaboration par l'Institut international de planification de l'éducation et la FAO. Une page Web consacrée à cette initiative peut être consultée à l'adresse : <<http://www.fao.org/sd/erp/>>.

44. Outre ces activités, un projet pilote d'éducation des populations rurales a été lancé au Kosovo, afin de mettre au point une stratégie nationale destinée à prendre en compte les besoins des populations rurales du pays en matière d'apprentissage, et des mesures similaires ont été prises en Serbie-et-Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Une mission préliminaire à la mise en œuvre d'un projet a été entreprise au Mozambique. Depuis 2002, plus d'une centaine d'établissements universitaires, d'organismes publics et d'organisations de la société civile sont devenus des membres phares de l'initiative « Éducation des populations rurales », et ils organisent des manifestations nationales y ayant trait, comme cela a été le cas au Venezuela, en mai 2004. En 2003, la Commission européenne a approuvé un projet présenté conjointement par l'organisation non gouvernementale italienne *Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina* (ACRA), la FAO et l'UNESCO, et mis en œuvre en collaboration avec six organisations non gouvernementales européennes, afin de renforcer les capacités des organisations de la société civile et de sensibiliser davantage le grand public à l'importance de l'éducation des populations rurales au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et

d'Irlande du Nord, en France et en Italie, ainsi qu'au Sénégal, au Tchad, en République-Unie de Tanzanie, au Chili et en Bolivie.

C. Programme alimentaire mondial (PAM)

45. Le Programme alimentaire mondial²¹ (PAM) apporte son soutien la Décennie en mettant en œuvre des programmes qui contribuent à améliorer la situation en matière d'alphabétisation dans de nombreux pays pauvres. Là encore, une place particulière est accordée aux femmes et aux adolescentes. Le PAM est un ardent défenseur de l'éducation et de l'alphabétisation, comme le montrent son large cadre d'action et ses priorités stratégiques et politiques, qui englobent ses engagements en faveur des femmes et l'éducation pour tous.

46. Le PAM s'est donné pour objectif de contribuer entre 2004 et 2007 à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, grâce à des interventions assorties d'une aide alimentaire ciblant des populations frappées par la pauvreté et la faim. Les opérations du PAM sont axées sur cinq priorités stratégiques, dont l'une vise directement à prendre en compte l'accès équitable à l'éducation, et l'éducation continue pour les adultes. De plus, le Programme d'aide alimentaire dans les écoles, qui appuie l'éducation pour tous, a permis de nourrir 12,3 millions d'enfants en 2000 et 16 millions en 2003. D'après les prévisions, il devrait permettre d'en nourrir 32 millions d'ici à 2005 et 50 millions d'ici à 2007. Le PAM participe à l'alphabétisation des adultes grâce à ses activités du type « vivres contre formation ». L'alphabétisation et l'apprentissage du calcul, comme les compétences pratiques, font partie d'une formule globale destinée à répondre aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des adolescentes.

D. Banque mondiale

47. La Banque mondiale²² indique qu'elle appuie activement l'éducation des adultes, tant l'alphabétisation que l'enseignement non scolaire. Selon elle, pour réduire la pauvreté, il ne suffit pas d'accroître les revenus; il faut aussi améliorer la santé de la population, instaurer une agriculture viable, établir l'égalité des sexes, offrir un enseignement de qualité à tous, préserver les ressources naturelles et donner aux collectivités locales les moyens de jouer un rôle plus important dans la gouvernance sociale. Pour être une arme contre la pauvreté, l'éducation des adultes doit être étroitement liée à l'activité menée dans ces différents domaines, où la pauvreté trouve son origine. La Banque mondiale s'efforce depuis plusieurs années de se positionner à cette jonction afin d'aider les éducateurs pour adultes à établir eux-mêmes les nouveaux liens nécessaires et de convaincre les intervenants d'autres secteurs de la nécessité de mettre en place des stratégies d'éducation des adultes dans leur propre domaine d'activité.

E. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

48. UNIFEM, un autre organisme partenaire des Nations Unies, indique qu'il a lancé une publication intitulée *Progress of the World's Women: Gender Equality and the Millennium Development Goals* (New York, UNIFEM, 2002). On y trouve

différents indicateurs, dont les taux d'alphabétisation et les taux de scolarisation dans le secondaire des adolescentes établis à partir des chiffres communiqués par l'Institut international de statistique de l'UNESCO²³.

F. Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

49. Le mandat et les priorités du programme du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)²⁴ sont décrits dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement²⁵, tenue au Caire en 1994. Un chapitre entier du Programme d'action est consacré à l'éducation (chap. XI), l'accent y étant mis sur les objectifs ci-après, dont chacun est assorti d'un certain nombre de mesures recommandées : a) ouvrir à tous les portes d'un enseignement de qualité, la priorité étant accordée à l'enseignement primaire et technique ainsi qu'à la formation professionnelle; b) lutter contre l'analphabétisme (une des conditions essentielles du développement humain) et éliminer les disparités entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'enseignement et l'octroi de bourses; c) promouvoir l'enseignement non classique dans l'intérêt des jeunes; d) améliorer le contenu des programmes d'enseignement de manière à mieux faire comprendre les corrélations entre la population et le développement durable, les problèmes sanitaires (y compris la santé en matière de procréation) et l'égalité des sexes (par. 11.5). Il est également dit dans le Programme d'action que l'élimination de l'analphabétisme est l'une des conditions essentielles du développement humain (par. 11.6).

G. Organisation internationale du Travail (OIT)

50. L'Organisation internationale du Travail (OIT)²⁶ s'est jointe à la communauté internationale pour promouvoir l'éducation pour tous par le biais de son Programme concernant le travail décent. Ce dernier ne traite pas seulement du travail des enfants, mais décrit également ce que doit faire l'OIT pour organiser la formation aux compétences professionnelles et spécialisées, revaloriser la fonction d'enseignant et faire respecter les droits des organisations d'enseignants. L'OIT aborde les problèmes d'alphabétisation de plusieurs manières. Ainsi, le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) a clairement démontré que garantir aux enfants l'accès gratuit à un enseignement de qualité était un des moyens les plus sûrs de les soustraire au monde du travail et de rompre à long terme le cercle vicieux de pauvreté et de travail des enfants. L'OIT estime que l'élimination progressive du travail des enfants est indissociable de l'action menée par la communauté internationale pour ouvrir à tous l'accès à l'éducation, en particulier à l'enseignement primaire d'ici à 2015. Selon elle, toute politique d'éducation doit viser la prévention et l'élimination du travail des enfants et prévoir la scolarisation gratuite et obligatoire des enfants jusqu'à l'âge minimum d'entrée dans la vie active, tel que fixé par l'OIT dans la Convention de 1973 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (Convention n° 38).

H. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

51. L'UNESCO remplit son rôle de coordonnateur international de la Décennie en agissant sur plusieurs fronts; elle a notamment organisé deux réunions interinstitutions aux fins de la mise en commun d'informations et de stratégies, ainsi que des manifestations régionales en prélude à la Décennie. Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, de ses groupes thématiques et des commissions nationales pour l'UNESCO, elle s'est employée à éveiller l'intérêt du public pour la Décennie et à aider les États Membres à préparer le lancement de la Décennie.

52. L'UNESCO travaille également sur un certain nombre de projets en collaboration avec d'autres parties prenantes. Ainsi, elle coopère avec les Fonds-en-dépôt japonais (JFIT) sur le projet spécial intitulé « Literacy and Non-Formal Education Development in Afghanistan » (LAND-AFGHAN). Elle a réalisé des progrès dans ce projet en 2003 en dépit des problèmes de sécurité, du manque de données de base sur l'analphabétisme dans le pays et d'une infrastructure insuffisante. Une évaluation nationale des besoins des apprenants a été menée dans 400 centres d'alphabétisation établis dans les 32 provinces du pays. Un programme national d'alphabétisation a été élaboré à partir des résultats de cette étude. On est en train de mettre au point des abécédaires, un guide pédagogique et 30 autres manuels correspondant à ce programme. Les guides et manuels de l'UNESCO ont également été adaptés et traduits dans deux langues officielles de l'Afghanistan.

53. L'UNESCO a établi un partenariat en vue de promouvoir la mise en place de « sociétés informationnelles ». Une première réunion a été organisée à Prague du 20 au 23 septembre 2003 par la Commission nationale des bibliothèques et des sciences de l'information des États-Unis et le National Forum on Information Literacy (NIFL). L'UNESCO en a assuré le financement à l'aide de la contribution spéciale versée par les États-Unis pour 2003, et y a pris activement part. Il s'agissait pour les participants à la réunion de dégager une vision plus nette et plus complète du rôle de la culture de l'information; de trouver une définition pratique de ce domaine; et de faire des recommandations préliminaires qui seront examinées lors d'un congrès mondial sur la culture de l'information. Quarante experts venus de 23 pays ont assisté à la réunion.

54. Le jury des Prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO s'est réuni à Paris du 19 au 23 mai 2003 pour choisir, parmi trente projets provenant du monde entier, les lauréats de quatre prix. La remise des prix a eu lieu lors de la Journée internationale de l'alphabétisation (8 septembre 2003), avant l'ouverture de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes à Bangkok. Le jury avait choisi comme thème pour 2003 et 2004 « Alphabétisation et égalité des sexes », qui était celui de la Décennie pour la période biennale en cours.

55. Le jury a décerné le prix Association internationale pour la lecture à la Mission Dhaka Ahsania du Bangladesh, le prix Noma au Panuka Trust de la Zambie, les prix Roi Sejong au Centre communautaire d'éducation Tembaletu d'Afrique du Sud et à l'International Reflect Circle (CIRAC). Quatre mentions honorables ont été attribuées : à la Fundación Alfabetizadora LAUBACH (Colombie) (prix Association internationale pour la lecture); à l'association marocaine Ribat Al Fath pour le développement durable (prix Norma); à la Chaire d'alphabétisation et d'éducation pour les jeunes et adultes de l'Institut pédagogique latino-américain et caribéen de

Cuba et à la Direction de la Garde nationale pour les affaires éducatives et culturelles de l'Arabie saoudite (prix Roi Séjong).

56. Le jury s'est réuni du 10 au 14 mai 2004 au siège de l'UNESCO à Paris pour choisir les lauréats du prix Association internationale pour la lecture et des prix d'alphabétisation Roi Séjong pour l'année 2004. Une fois de plus, « Alphabétisation et égalité des sexes » a été retenu comme thème. Vingt-huit candidatures ont été présentées par des gouvernements. Le jury a décidé à l'unanimité d'attribuer : le prix Association internationale pour la lecture à l'organisation Edikasyon pu travayer (candidature présentée par le Gouvernement mauricien); les deux prix d'alphabétisation Roi Séjong à Alfabetização Solidária (Alfasol) (Solidarité pour l'alphabétisation) (candidature présentée par le Gouvernement brésilien) et au Groupe de coordination de l'alphabétisation de la province de Qinghai (candidature présentée par le Gouvernement chinois).

57. L'un des problèmes majeurs est le manque de données fiables sur l'importance de l'analphabétisme dans les pays en développement. Les lacunes des méthodes de collecte de données actuelles s'expliquent par le fait que ces données proviennent habituellement des recensements démographiques ou des enquêtes sur les ménages, où le niveau d'alphabétisation est établi à partir d'auto-évaluation ou à l'aide des indicateurs d'éducation indirects. Il est évident qu'on doit disposer de données fiables pour pouvoir comprendre la situation des pays en développement sur les plans de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes et prendre les décisions qui s'imposent en matière de formation et de politiques. Il faut également mettre au point des indicateurs qui permettent d'évaluer directement le niveau d'instruction élémentaire et de mesurer la participation à la formation et à l'éducation classiques et non classiques des adultes dans les pays en développement.

58. L'Institut de statistique de l'UNESCO a lancé à cet effet, en 2003, le Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP) en coopération avec de nombreuses parties prenantes, dont le siège de l'UNESCO, l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation (IUE), la Banque mondiale, divers organismes internationaux et des experts en évaluation de l'alphabétisation. Il devait en principe travailler aussi avec des organismes locaux et régionaux. Le programme LAMP applique à titre expérimental une méthode de mesure directe de la maîtrise de la lecture et de l'écriture, qui doit fournir aux pays participants au programme des données de qualité. Le programme distingue cinq niveaux de maîtrise de la lecture et de l'écriture et se situe dans la ligne des premiers travaux de ce type qui ont été effectués sur l'Enquête internationale consacrée à l'alphabétisation dans les pays industrialisés.

59. L'UNESCO, l'Institut de statistique de l'UNESCO et l'IUE ont organisé conjointement une réunion d'experts en alphabétisation à Paris du 10 au 12 juin 2003. Les participants à la réunion devaient définir et élargir le concept de l'alphabétisation et examiner le projet LAMP. Ils ont également examiné la note d'information de la Section de l'éducation de l'UNESCO sur l'aspect multiforme de l'alphabétisation.

60. L'UNESCO s'emploie par ailleurs à satisfaire aux besoins de données plus complètes sur l'enseignement non scolaire, en particulier pour déterminer la contribution réelle de ce mode d'enseignement à l'éducation pour tous. Elle a commencé son programme de suivi et d'évaluation de l'enseignement non scolaire. De nouvelles méthodes de suivi de l'enseignement non scolaire sont actuellement

appliquées à titre d'essai en République-Unie de Tanzanie, au Cambodge et en Inde, où des systèmes d'information de gestion de l'enseignement non scolaire ont été mis en service.

61. La sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes était consacrée à l'examen à mi-parcours des résultats obtenus dans le domaine de l'éducation des adultes depuis 1997, l'année de la tenue de la cinquième Conférence à Hambourg (Allemagne). La prochaine conférence aura lieu en 2009. La sixième Conférence, qui réunissait 90 pays, a été organisée par l'IUE à Bangkok, du 8 au 11 septembre 2003. Elle a été ouverte lors de la Journée internationale de l'alphabétisation, juste après le lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation en Asie et dans le Pacifique.

IV. Projets en cours visant à réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation

62. Parallèlement au présent rapport, l'UNESCO publie un document public très détaillé sur le type de travaux actuellement menés pour réaliser les objectifs de la Décennie aussi bien dans le monde en développement que dans le monde développé. Ce document, publié dans le cadre de la campagne de sensibilisation menée par l'UNESCO en faveur de la Décennie, cite plus de 100 exemples de projets en cours, parmi lesquels des projets répondant aux besoins des femmes et des filles en matière d'alphabétisation et d'autres visant à atteindre les populations marginalisées telles que les minorités ethniques et linguistiques. Il contient également des exemples de nouveaux programmes destinés à créer des conditions propices à l'alphabétisation.

63. Les exemples ci-après donnent une idée des résultats des activités de recherche menées par l'UNESCO et de la variété des projets examinés dans le rapport détaillé, en ce qui concerne les démarches, les stratégies, les méthodes et les modèles novateurs utilisés pour alphabétiser, améliorer les mécanismes de la lecture et de l'écriture ou créer des conditions favorables à l'apprentissage. Ils illustrent nombre des stratégies et activités mises en lumière dans le Plan d'action international pour la Décennie, notamment :

a) Des projets tels que le Programa Integrar du syndicat brésilien des métallurgistes, qui intègre l'enseignement général dans la formation professionnelle²⁷;

b) Des programmes liant l'instruction élémentaire des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie²⁸;

c) Des programmes pragmatiques où les éducateurs pour adultes travaillent dans les mêmes conditions que les apprenants. On retiendra notamment le programme argentin d'enseignement des méthodes agricoles novatrices et d'éducation sanitaire destiné aux adultes, auquel participent des ouvriers agricoles²⁹, et celui de l'organisation canadienne Collège Frontière, qui travaille avec les jeunes des quartiers déshérités, les détenus et les ouvriers agricoles migrants. Ces deux programmes ont pour objectif d'établir la confiance et le respect mutuels entre éducateurs et apprenants, afin de créer un climat propice à l'apprentissage;

d) Des programmes d'éducation mutuelle, tels que le programme namibien intitulé « Mon avenir, c'est mon choix », dans le cadre duquel des jeunes transmettent à leurs camarades des informations sur les questions relatives à la santé, et le programme bélizien d'éducation mutuelle destiné aux adolescents, qui vise à promouvoir un style de vie sain, surtout en luttant contre le VIH/sida;

e) Des projets de formation des enseignants, tels que celui mené en Albanie, qui applique une stratégie d'apprentissage individuel pleinement adaptée au cycle d'apprentissage de chaque apprenant. Une attention particulière est accordée au lieu où sont dispensés les enseignements et aux autres facteurs environnementaux ayant une incidence sur l'apprentissage³⁰. On peut également citer l'exemple des programmes de promotion de l'intérêt individuel actuellement exécutés par les centres d'enseignement continu du Kerala (Inde)³¹;

f) Une méthode fondée sur un ensemble de réseaux d'apprentissage et de dialogue interactif auquel participent des femmes et des instructeurs, appelée « net-learning » (apprentissage en réseau), qui encourage l'utilisation de méthodes et de stratégies d'enseignement expérimentales³²;

g) Le modèle productif fondé sur la communauté intitulé « Programme d'éducation alternative des jeunes et des adultes » appliqué en Bolivie par le Centre d'enseignement communautaire et rural intégré (CETHA) d'Emborozú, qui dispense un enseignement centré sur l'intégration³³;

h) Une stratégie de transformation des écoles rurales en centres communautaires d'apprentissage, utilisée notamment en Chine, où les écoles rurales jouent un rôle de plus en plus important et font office de centres communautaires d'apprentissage³⁴;

i) Les Semaines internationales des apprenants adultes ou Festivals de l'apprentissage³⁵ constituent des outils de sensibilisation, qui permettent d'atteindre rapidement un large public.

64. D'autres exemples figurent dans le tout récent *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* (2003/04), qui consacre un chapitre entier aux enseignements tirés des bonnes pratiques (chap. 4) en vue de combler les écarts entre les sexes et promouvoir l'égalité dans le domaine de l'éducation³⁶. Plusieurs de ces enseignements ont trait à l'alphabétisation. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* est essentiellement centré sur des questions telles que les politiques publiques adaptées aux besoins des filles et des femmes et à leurs objectifs en matière d'apprentissage : créer un environnement propice; investir dans la redistribution en allouant les ressources de manière ciblée; et adopter des réformes de l'enseignement. Si ces mesures sont centrées sur les questions relatives à l'égalité des sexes et aux inégalités dont sont victimes les femmes et les filles, elles s'appliquent également aux autres catégories de population illettrées.

65. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* explique également comment on peut s'inspirer des leçons de l'histoire pour construire l'avenir. Un des exemples cités concerne le « modèle » du Kerala, tiré de l'État indien du même nom, où l'influence d'une culture matrilinéaire et les efforts de modernisation réalisés très tôt par l'État se sont mutuellement complétés, avec pour résultat, au début du XX^e siècle, un développement éducatif et social sans précédent³⁷.

66. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT* évoque ensuite des exemples de mesures visant à réduire les coûts de l'éducation des filles et le travail des enfants, notamment : des bourses pour les filles, des systèmes d'allocations, des programmes d'alimentation scolaire; des mesures visant à répondre aux besoins des filles enceintes, à prévenir le VIH/sida, à lutter contre la violence sexiste, à travailler avec les enseignants, à réformer les programmes, à autonomiser les enseignantes, à développer la protection et l'éducation des jeunes enfants, et à adopter des mesures novatrices pour les filles non scolarisées.

V. Conclusions

67. La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation doit relever de nombreux défis, notamment sur le plan national, en particulier dans les pays où le niveau d'illettrisme est très élevé. En outre, on déplore de plus en plus que les pays développés aussi bien que les pays en développement n'accordent pas à l'alphabétisation une importance suffisante afin de mobiliser le soutien politique et économique nécessaire pour s'attaquer aux problèmes mondiaux relatifs à l'illettrisme.

68. Les objectifs de la Décennie ne pourront être réalisés sans la collaboration de toutes les parties prenantes, notamment les organismes des Nations Unies, les institutions bilatérales et multilatérales, l'ensemble des États Membres de l'ONU, les organisations non gouvernementales, la société civile et le secteur privé. La difficulté consiste donc à parvenir à étendre et renforcer les partenariats avec ces acteurs, à mobiliser et à sensibiliser l'opinion publique, à échanger des informations sur les bonnes pratiques, à multiplier les ressources, à coordonner les activités, à suivre les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de la Décennie et à en rendre compte.

69. Le succès de la Décennie dépendra largement de la mesure dans laquelle, au niveau national, les décideurs et les praticiens (gouvernements, organisations non gouvernementales, organisations de la société civile et collectivités) disposeront des ressources et du pouvoir nécessaires pour jouer un rôle important dans la lutte contre l'illettrisme. Le succès ne viendra pas du haut, mais sera obtenu grâce à ceux qui travaillent au niveau local, dans leur collectivité, et aux efforts conjugués des praticiens et des apprenants.

70. Pendant la première phase de la Décennie, l'attention était nettement centrée sur son lancement aux niveaux international, régional et national. Cette activité a nécessité des investissements humains et financiers importants tout au long de 2003 et au début de 2004. S'il est encore trop tôt pour savoir dans quelle mesure la Décennie a permis d'augmenter les ressources et d'améliorer les niveaux d'activité, le présent rapport fait état de signes prometteurs indiquant que les différents partenaires de l'alphabétisation se préparent à redoubler d'efforts.

71. Les informations contenues dans le présent rapport, notamment celles qui concernent les nombreuses nouvelles stratégies d'apprentissage des mécanismes de la lecture et de l'écriture, sont porteuses d'espoir. Elles témoignent que nous sommes sur la bonne voie. Néanmoins, pour permettre à l'ONU de réaliser ses objectifs pour 2012 et pour atteindre les objectifs relatifs à l'EPT d'ici à 2015, il convient de faire preuve de la plus grande diligence et d'une réelle

détermination, de ne ménager aucun effort et de mobiliser les ressources voulues.

72. Bien que les mesures concrètes mentionnées ici inspirent un tel optimisme, elles doivent être considérées avec réalisme. La seule conclusion qui s'impose à la mi-2004, c'est que, si les tendances actuelles se confirment, il est peu probable que le monde relève le défi de l'alphabétisation d'ici à 2012 (qui marquera la fin de la Décennie) ou d'ici à 2015 (date fixée pour la réalisation des objectifs de l'EPT). Il est néanmoins difficile de faire des prédictions : tout dépendra des mesures qui seront prises en faveur de l'alphabétisation pendant la période à venir, de leur portée, de leur efficacité et de leurs incidences.

VI. Recommandations

73. Les États Membres, notamment les pays où le niveau d'illettrisme est élevé et où la population illettrée est importante, devraient rassembler la volonté politique et les ressources financières voulues pour surmonter les difficultés auxquelles ils se heurtent en matière d'alphabétisation. Il convient d'insister sur la nécessité d'investir en faveur de l'alphabétisation et de l'instruction élémentaire, non seulement pour les enfants, mais aussi pour les jeunes et pour les adultes. La recherche nous a appris que les parents alphabétisés élèvent des enfants alphabétisés. Il est indispensable de mobiliser l'énergie et les ressources voulues pour augmenter le niveau d'alphabétisation des adultes de 50 % d'ici à 2015.

74. La communauté internationale, notamment les organismes des Nations Unies et les institutions de développement bilatérales et multilatérales, devrait appuyer collectivement les efforts des pays ayant des besoins particuliers en fournissant l'assistance financière et technique nécessaire pour renforcer leurs politiques et programmes d'alphabétisation. Une telle démarche est indispensable pour parvenir aux objectifs de la Décennie.

75. La communauté internationale devrait également s'employer à assurer l'intégration efficace et concrète des activités menées dans le cadre de la Décennie avec l'EPT et les objectifs du Millénaire pour le développement et à renforcer les liens entre la Décennie et d'autres initiatives globales, telles que l'Initiative décennale des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), pour laquelle l'UNICEF est l'organisme chef de file, le programme phare de l'EPT intitulé « L'éducation en faveur des populations rurales » et la prochaine Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014). C'est pourquoi il est indispensable d'adopter une démarche globale. Pour assurer le succès de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, il faut reconnaître sans ambiguïté que l'illettrisme réduit considérablement les chances des sociétés concernées de faire face à des problèmes tels que la pauvreté, la discrimination fondée sur le sexe, les mauvaises conditions sanitaires, le VIH/sida, la dégradation de l'environnement, l'exclusion sociale et la privation de pouvoir.

76. La société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, qui sont d'importants partenaires de développement dans le cadre de la Décennie, devraient mobiliser leurs membres pour améliorer l'application du

Plan d'action international de la Décennie aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

77. En sa qualité d'organisme chef de file de la coordination au niveau international, l'UNESCO, en collaboration avec ses partenaires, devrait aider l'ONU à analyser les progrès accomplis par les États Membres sur la voie de la réalisation des objectifs établis pour la Décennie et à en rendre compte, ainsi qu'à encourager les parties prenantes à s'engager durablement jusqu'à la fin de l'initiative, en 2012. Les rapports intérimaires devraient être présentés à l'Assemblée générale, tous les deux ans à compter de 2005. On ne pourra rendre compte efficacement des progrès accomplis que si, au niveau national, des objectifs précis sont établis à court, moyen et long terme, en ce qui concerne les stratégies, les résultats escomptés et les domaines d'activité du Plan d'action international.

78. L'UNESCO devrait, avec l'ensemble des parties prenantes participant à la Décennie, redoubler d'efforts pour sensibiliser le grand public et les décideurs, les aider à mieux connaître et mieux comprendre la Décennie et ses objectifs, et renforcer leur intérêt pour la question. L'UNESCO devrait mener des consultations élargies pour trouver les moyens de partager au mieux les informations relatives à la Décennie, notamment les progrès en matière d'alphabétisation, le suivi et les partenariats. Il est particulièrement important de partager les informations sur les bonnes pratiques.

Notes

¹ Le nombre indiqué est de 861 966 000 personnes (UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/04. Genre et éducation pour tous : le pari de l'égalité* (Paris, 2004), annexe statistique, tableau 2, et texte explicatif).

² Ibid. Le nombre indiqué est de 104 189 000.

³ Communiqué de presse intitulé « Observations formulées par le Secrétaire général à l'occasion de la cérémonie de lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation », New York, 13 février 2003.

⁴ Voir UNESCO, *Rapport final du Forum mondial sur l'éducation, Dakar (Sénégal) 26-28 avril 2000* (Paris, 2000), par. 7.

⁵ Voir rapport du Secrétaire général intitulé « Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : l'éducation pour tous; Plan d'action international : mise en application de la résolution 56/116 » (A/57/218 et Corr.1), par. 3.

⁶ Voir résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

⁷ Statistique Canada et Organisation de coopération et de développement économiques, *Littératie et société du savoir* (Ottawa et Paris, 1997).

⁸ Pour un débat général sur la relation entre les connaissances des parents et celles de leur enfants, voir R. Haveman et B. Wolfe, *Succeeding Generations and the Effects of Investment in Children* (New York, Russell Sage Foundation, 1994).

⁹ *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/04, tableau 2.21.*

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid., annexe statistique, tableau 2.

- ¹² UNESCO, *Literacy: a UNESCO Perspective* (Paris 2003).
- ¹³ Daniel Boothby, *Literacy Skills, Occupational Assignment and the Returns to Over-and Under-Education* (Ottawa, Statistique Canada et Human Resources Development Canada, janvier 2002).
- ¹⁴ Lars Osberg, *Schooling, Literacy Skills and Individual Earnings* (Ottawa, Statistique Canada et Human Resources Development Canada, juin 2000); et David A. Greene et W. Craig Riddell, *Literacy, Numeracy and Labour Market Outcomes in Canada* (Ottawa, Statistique Canada et Human Resources Development Canada, janvier 2001).
- ¹⁵ OCDE et Statistique Canada, *Littérature et société du savoir* (Paris et Ottawa, 1997).
- ¹⁶ Communiqué de presse de l'ONU, observations formulées par le Secrétaire général à l'occasion de la cérémonie de lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (New York, 13 février 2003), et « Message du Directeur général de l'UNESCO à l'occasion du lancement de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) » (13 février 2003), par. 3.
- ¹⁷ Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, site Web de l'UNESCO : <http://www.unesco.org>, lien « Éducation » (consulté le 10 septembre 2004) >.
- ¹⁸ Résolution ministérielle n° 271-2003-ED (20 février 2003).
- ¹⁹ Information transmise par le Ministère paraguayen de l'éducation (Direction générale de l'éducation continue), 19 mars 2004.
- ²⁰ « Literacy and Development: a focus on gender in the framework of UNLD » (Alphabétisation et développement : l'égalité des sexes dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation), intervention de Cooper Dawson, conseiller hors classe, UNICEF/New York, réunion consultative sur la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, organisée par l'UNESCO (Paris, 6 mai 2004).
- ²¹ Cette information est extraite d'une intervention du PAM faite lors d'une réunion consultative sur la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation organisée par l'UNESCO (Paris, 6 au 8 avril 2004).
- ²² Informations transmises par la Banque mondiale à la réunion consultative tenue à Paris du 6 au 8 avril 2004.
- ²³ Informations transmises par UNIFEM à l'UNESCO en mars 2004.
- ²⁴ Informations transmises par Delia Barcelona, responsable technique, Division de l'appui technique, FNUAP, New York.
- ²⁵ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.
- ²⁶ Données sur le rôle de l'éducation dans la lutte contre le travail des enfants, Organisation internationale du Travail.
- ²⁷ C. M. Bueno Fischer et J. Hannah : « (Re)constructing citizenship, 2002 », publié sur le site Web <www.integrarmetalrs.org.br> (consulté le 10 septembre 2004).
- ²⁸ M. Singh, éd. : « Institutionalising Lifelong Learning: Creating Conducive Environments for Adult Learning in the Asian Context », (Hambourg (Allemagne), Institut de l'UNESCO pour l'éducation, 2002); C. Medel-Añonuevo, éd. « Integrating Lifelong Learning Perspectives », (Hambourg (Allemagne), Institut de l'UNESCO pour l'éducation, 2002).
- ²⁹ R. Aramendy : « Learning to fly », Éducation des adultes et développement (Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes), n° 53, p. 265 à 285.

- ³⁰ V. Ristani : « The challenges of teacher training in Albania » dans *Lifelong Learning Discourses in Europe*, C. Medel-Añonuevo, éd. (Hambourg (Allemagne), UIE, 2003), p. 159 et 160.
- ³¹ Mission d'alphabétisation de l'État du Kerala, projet « Beyond letters » (*Au-delà des lettres*).
- ³² Voir les travaux de Janneke Jellema, C=chef de projet, Institut socioéconomique de l'Université du Limbourg (Belgique).
- ³³ Programme d'éducation alternative des jeunes et des adultes du Centre d'enseignement communautaire et rural intégré (CETHA) d'Emborozú (Bolivie), CETHA-Emborozú, Centro Experimental y Generador ; « Educación y Vida : De la Práctica a la Teoría : Sistematización de la experiencia educativa de 1993 a 1999 » (La Paz, 1999).
- ³⁴ Zh Tiedao : « Increasing learning opportunities in rural China: school community linkages and farmers access to further learning » dans « Institutionalising Lifelong Learning: Creating Conducive Environments for Adult Learning in the Asian Context », M. Singh, éd. (Hambourg (Allemagne), Institut de l'UNESCO pour l'éducation, 2002), p. 179 à 181.
- ³⁵ B. Bochynek : « Mobilising for learning at the crossroads of international education policy frameworks: the role of adult learners weeks and lifelong learning festivals » dans *Lifelong Learning Discourses in Europe*, Carolyn Medel-Añonuevo, éd. (Hambourg (Allemagne), Institut de l'UNESCO pour l'éducation, 2003), p. 169 à 177.
- ³⁶ *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003/04*, chap. 4, p. 155 à 189.
- ³⁷ Ibid., p. 156.
-